L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

CONGO

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5015 - JEUDI 22 MAI 2025

Ousmane Diagana

BANQUE MONDIALE

Plus de 2 milliards de dollars d'engagement au Congo

Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, Ousmane Diagana, a indiqué le 21 mai à Brazzaville que son institution a plus de deux milliards de dollars américains d'engagement en République du Congo. *« C'était l'occasion de dire comment nous soutenons la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026 »*, a-t-il déclaré à l'issue d'une audience avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Page 16

DIPLOMATIE

L'UA et l'UE font le point de leur coopération

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE et de l'UA/Adiac

Les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA) ont examiné hier à Bruxelles en Belgique les progrès réalisés par les deux parties depuis le sixième sommet organisé en février 2022.

Page 6

ÉDITORIAL

« Saison blanche »

Page 2

TURQUIE

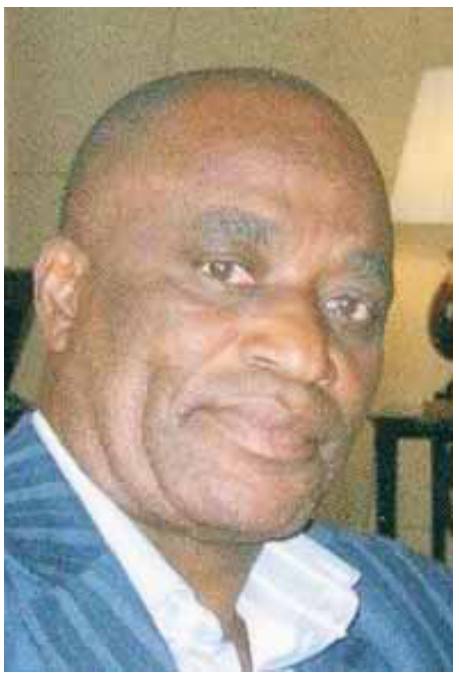
Istanbul abrite le Forum international de la famille

La capitale économique de la Turquie accueille, du 22 au 23 mai, le Forum international de la famille. Organisées par le ministère turc de la Famille et des Services sociaux, ces assises se tiennent sur la thématique « Notre famille est not re avenir ». La délégation congolaise y est conduite par la ministre chargée des Affaires sociales, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa.

Page 7

DISPARITION

Bernard Tchibambéléla n'est plus



L'ancien ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, Bernard Tchibambéléla, est décédé le 21 mai à Brazzaville à l'âge de 79 ans. Détenteur d'un doctorat en économie et en droit rural, l'illustre disparu était membre du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral.

Page 2

ÉDITORIAL

« Saison blanche »

La volonté de relancer la machine à la Fédération congolaise de football (Fécofoot) est bien réelle mais pas à n'importe quel prix. Les différentes rencontres avec ses clubs affiliés ont permis de se rendre compte qu'il n'y a plus de miracle à attendre pour l'organisation du Championnat national 2024-2025 après les huit mois passés sans compétition.

Se lancer aujourd'hui dans une course contre la montre est une bataille perdue d'avance. Même si la Coupe du Congo dont la finale se joue le 14 août reste la seule option pour sauver les apparences, la « saison blanche » est donc officiellement actée.

Il faut désormais œuvrer ensemble pour réduire les dommages collatéraux provoqués par les récents événements en récréant la cohésion au sein de la famille du football. D'autant que, sans langue de bois, les acteurs ont adopté une vision commune pour l'avenir. L'esprit de fair-play ayant permis de contourner les difficultés de la date butoir fixée au 30 juin par la Confédération africaine de football pour l'engagement aux compétitions interclubs.

« On prend les mêmes et on recommence », la proposition faite par les clubs de Ligue 1 de réengager l'Athlétic club Léopards de Dolisie à la prochaine Ligue africaine des Champions et l'Association sportive Otohô à la Coupe de la Confédération était la meilleure option à prendre. Elle permet non seulement de gagner en temps mais surtout de préserver les indices des clubs congolais à la CAF.

Le problème : nos représentants doivent se mettre à la hauteur pour justifier la confiance que les autres équipes ont placé en eux en allant le plus loin possible dans ces différentes compétitions. La tâche est certes ardue mais pas impossible à condition de mieux se préparer et s'organiser.

Les Dépêches de Brazzaville.

DISPARITION

Bernard Tchibambéléla décédé à Brazzaville

L'ancien ministre de la Pêche et de l'Aquaculture de 2012 à 2016, Bernard Tchibambéléla, est décédé le 21 mai à Brazzaville, à l'âge de 79 ans, des suites des douleurs abdominales aiguës.

Bernard Tchibambéléla

L'illustre disparu était membre du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI). Elu député en 1992, il avait été nommé premier vice-président de l'Assemblée nationale pendant deux mois, et il avait, pour la seconde fois la chance d'être élu deuxième vice-président de cette même institution de 2007 à 2012.

Ingénieur agronome de formation, Bernard Tchibambéléla était titulaire d'un doctorat en économie et en droit rural. En 1982, il conduit sur les fonts baptismaux le Crédit rural du Congo, une banque destinée à soutenir le développement agricole. Il en sera le directeur général de 1982 à 1989. Il a dirigé plusieurs institutions au Congo et en France, notamment dans le secteur bancaire et ferroviaire, dont le CFCO.

Bernard Tchibambéléla entre en politique à la fin des années 80. En 1989, il rejoint le Comité central du Parti congolais du travail (PCT). En 1991, à la faveur du multipartisme au Congo, il quitte le PCT pour rejoindre le MCDDI, aux côtés du feu Bernard Bakana Kolelas.

Né le 14 juin 1946, Bernard Tchibambéléla a été également conseiller du président de la République.

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC :Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité :Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

VIE DES PARTIS

Le PCT-Europe met en place un nouveau bureau pour l'Île-de-France

La Fédération du PCT-Europe a marqué une nouvelle étape pour son ancrage en Île-de-France. Elle a mis en place un nouveau bureau. Jean-Jacques Pambou succède à Franck Gandziri à la présidence dudit bureau.

L'assemblée générale de la Fédération PCT-Europe du 18 mai a ouvert une étape nouvelle dans la structuration du parti de la majorité présidentielle. En respect des directives orientées vers le développement et l'engagement en faveur des valeurs d'unité, de cohésion et de discipline incarnées par leur secrétaire général, Pierre Moussa, les militants ont mis en place un nouveau bureau.

Jean-Jacques Pambou, président Île-de-France PCT au milieu/DR

Durant les travaux, à en croire le communiqué publié, les militants ont fait montre d'une détermination et d'une solidarité patriotique au point de se mettre d'accord sur les choix effectués à propos des acteurs des nouveaux organes mis en place. Ces femmes et ces hommes sont désormais chargés de porter les idéaux de leur parti dans la région Île-de-France et au-delà.

À la fin des travaux, Jean-Bastien Makoundou, en sa qualité de président de la Commission de contrôle et d'évaluation, dans un message lu par lui-même, a félicité les nouveaux membres de ces organes et s'est réjoui en ce qui concerne la structuration de la Fédération PCT-Europe, nouvelle étape importante de l'ancrage de son parti en France.

Marie Alfred Ngoma

Bureau de la Fédération PCT Île-de-France:
- Président chargé de l'orientation, de la coordination et du contrôle : Jean Jacques Pambou
- Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation : Dhordin Ndengue
- Secrétaire à l'éducation, aux affaires sociales et aux ressources humaines : Gaylord Pouabou
- Secrétaire aux affaires électorales, à l'administration du territoire et à l'urbanisme, à la justice et aux droits humains : Chris Bete Siba
- Secrétaire à la communication et aux technologies de l'information : Ghislain Nsonde
- Secrétaire à l'administration, aux finances, à l'équipement et au patrimoine : Desire Bitoukou
- Secrétaire à la condition féminine, à l'enfance et à la famille : Julie Ouamba
- Secrétaire aux questions économiques, à l'environnement et au développement durable : John King Ebata
- Secrétaire à la culture, à la jeunesse, au civisme et aux sports : Steve Makita

Commission locale de contrôle et d'évaluation
- Président : Fabrice Abibi
- Vice-président : Hubert Batsinga
- Secrétaire : Lucienne Ngouoto
- Membres : Rosine Napame et Edwige Gertrude Gondzia

Sections
- Section Centre : président Baby Benjamin Minzele
- Section Est : Diane Pena
- Section Ouest : Maixent Gonock

DYNAMIQUE «LE PATRIARCHE »

La conférence des délégués prévue en juin

Le coordonnateur général de la Génération auto-entrepreneur (GAE), Digne Elvis Tsalissan Okombi, a lancé le 20 mai, au Palais de congrès de Brazzaville, la campagne d'adhésion à l'initiative « Le Patriarche », en prélude à la conférence des délégués qui se tiendra en juin prochain.

La rencontre regroupera les représentants de ce mouvement issus de toutes les circonscriptions administratives du Congo. S'agissant de la campagne d'adhésion groupée qui s'étend jusqu'à ce 21 mai, elle a concerné au premier jour environ 711 associations et mutuelles de jeunesse venues des neufs arrondissements de Brazzaville, ainsi que de la commune de Kintelé. Ces dernières ont, en effet, décidé de rallier cette initiative intergénérationnelle de mobilisation populaire. A vous responsables des associations, l'adhésion à l'initiative *«Le Patriarche» n'est pas un luxe, c'est un acte d'engagement pour plus de travail, plus d'abnégation et pour être au service d'une cause noble. Nous avons dit qu'il n'y aura pas une rue, il n'y aura pas un quartier, il n'y aura pas une ville, ni encore un village sans le Patriarche »*, a rappelé Digne Elvis Tsalissan Okombi.

Selon lui, la vague de mobilisation intergénérationnelle qui s'organise actuellement autour du Patriarche est un message d'espoir, mais aussi l'illustration des attentes des jeunes et des femmes du pays. *« Cette mobilisation illustre bien les attentes des jeunes Congolais qui ont besoin de formations, d'emplois, des jeunes ayant besoin des financements pour leurs projets. Aujourd'hui, c'est parce que nous cristallisons leurs attentes que nous avons le devoir d'être sérieux dans notre démarche »*, a poursuivi le coordonnateur général de GAE.

Lors du lancement officiel de cette opération, un échantillon d'associations a signé ses fiches d'adhésion. Il s'agit, entre autres, de l'Association Ouenzé Lamuka dont la présidente a salué cette initiative à sa juste valeur. « Nous nous réjouissons d'avoir adhéré à la GAE qui regroupe les hommes, les femmes et les jeunes pour une cause très valable : conscientiser la jeunesse à renoncer à l'incivisme et autres antivaleurs. Ce qui nous a poussés à adhérer à cette initiative, c'est parce que la GAE demande aux jeunes de bâtir leur avenir. C'est vraiment bien pour nous parce que nous avons des jeunes qui ne veulent pas bâtir leur avenir. Or, la GAE, notamment son coordonnateur général, fait appel à tous ces jeunes-là », a indiqué Huguette Laure.

Digne Elvis Okombi réceptionnant les fiches d'adhésion/Adiac

Digne Elvis Tsalissan Okombi a, par ailleurs, rendu hommage à tous ceux qui, dans les quinze départements du pays, ont depuis le début de cette aventure résisté aux pessimistes et aux annonceurs de mauvaises nouvelles qui prédisaient la catastrophe ou encore la débandade. *« Je voudrais vous dire merci d'avoir cru à ce que nous sommes en train de faire. Vous êtes les meilleurs, vous êtes les champions, vous êtes les héros de cette histoire »*, a-t-il encouragé.

Concernant l'élection présidentielle de mars 2026, le Patriarche n'entend pas jouer les seconds rangs. *« A quelques mois du lancement de la révision des listes électorales, notre ambition n'est pas un secret, il s'agit de mobiliser le maximum des Congolais à être des électeurs. Pour cela, nous n'aménagerons aucun effort pour pouvoir mobiliser les femmes et les hommes au service de cette cause »*, a conclu Digne Elvis Tsalissan Okombi.

Parfait Wilfried Douniama

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

Musée du Bassin du Congo

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses expressions de la
TRADITION à la MODERNITÉ

Expositions et projections :
- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires d'ouvertures :
Du Lundi au Vendredi : 9H-17H
Samedi : 9H-13H

Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

BANQUE MONDIALE

L'institution financière renforce sa présence

Le bâtiment à l'architecture artistique, situé au centre-ville de Brazzaville, a été inauguré le 20 mai, en présence de membres du gouvernement, dont le ministre d'État, ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Claude Alphonse Nsilou, ainsi que le vice-président de la Banque mondiale (BM) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana.

Érigé sur une superficie de 1 413 m², en diagonale du ministère des Finances et pas très loin de celui du Plan, le nouveau siège du groupe de la BM dispose de 47 salles réparties sur trois étages hors sol, avec un total de 23 places de parking sur site et à l'extérieur. L'édifice est revêtu de pierre naturelle et de bois, s'inspirant des traditions architecturales du pays, tandis que son design s'harmonise avec un intérieur moderne. L'immeuble est également facilement accessible pour les personnes à mobilité réduite.

Selon Cheick Fantamady Kanté, directeur de division de la BM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ce siège est conçu en adéquation avec les objectifs de durabilité de l'institution financière internationale et son engagement en matière de responsabilité environnementale. *« Le beau bâtiment qui vous accueille aujourd'hui représente un aboutissement majeur de la coopération entre le Groupe de la BM et la République du Congo. Sa construction a nécessité un peu plus de quatre années d'intenses travaux. Avec des caractéristiques telles qu'une lumière naturelle abondante, une climatisation centralisée économe en énergie et un système robuste de gestion de l'eau, il est en voie de recevoir les certifications internationales de bâtiment écologique »*, a-t-il déclaré.

L'un des temps forts de la cérémonie d'inauguration/Adiac

Avec un portefeuille actif estimé à 861,90 millions de dollars (environ 500 milliards F CFA) pour dix projets nationaux et deux régionaux, la BM est l'un des principaux bailleurs de fonds du Congo. L'institution de Bretton Woods envisage donc de redynamiser son partenariat avec le pays. *« Un nouveau cadre sera préparé à partir de cette année, en lien avec les priorités futures du gouvernement. L'implication de tous nos partenaires est nécessaire afin de définir ensemble les axes stratégiques de la coopération entre le groupe de la BM et la République du Congo pour les cinq prochaines années »*, a assuré Ousmane Diagana. Lors de la coupure du ruban marquant l'ouverture du siège de la BM, le ministre d'État, ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Claude Alphonse Nsilou, s'est félicité de la qualité du partenariat avec le groupe de la BM, notamment de son soutien dans la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026. Il a, par ailleurs, appelé à un dialogue « accru » entre l'exécutif congolais et la BM afin de favoriser la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires au renforcement du cadre macroéconomique, à la gestion des finances publiques, à la croissance économique, ainsi qu'à la création d'emplois décents et à la gouvernance. Signalons que le nouveau siège accueillera également une exposition permanente d'œuvres d'art dans le but de promouvoir la création artistique congolaise.

Fiacre Kombo

ENVIRONNEMENT

Le Congo actualise sa troisième CDN

Les activités préparatives de la révision de la contribution déterminée au niveau national (CDN) de l'année 2025 ont été lancées, le 19 mai, à Brazzaville par la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), en sa qualité de coordinatrice exécutive de la commission climat Bassin du Congo (CCBC), Arlette Soudan-Nonault, à la faveur d'un atelier technique.

Le processus de révision de la contribution déterminée au niveau national répond aux accords signés lors de la COP 21 à Paris et 28 aux Emirats arabes unis. Organisé en partenariat avec NDC partnership et l'initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI), l'atelier vise la rectification de la CDN 3.0 de la République du Congo qui est attendue dans les prochains mois, après validation finale par les experts internationaux et nationaux.

Une dynamique constructive et inclusive

L'atelier a réuni les partenaires techniques et financiers, les représentants des institutions publiques et privées ainsi que ceux du système des Nations unies. Ensemble, ils ont entamé les travaux visant à actualiser les engagements climatiques du pays, en tenant compte des avancées réalisées depuis la soumission de la première CDN à la COP 21 à Paris en 2015, et de la seconde transmise lors de la COP 28 à Dubaï en 2023. *« L'accord de Paris invite tous les pays signataires à prendre des engagements au travers d'un document stratégique que l'on appelle la CDN. Conformément à cette disposition, le Congo a soumis deux CDN depuis l'adoption de l'accord en 2015. La deuxième en date a été soumise en 2021. Je rappelle, en outre, que cet atelier incarne notre engagement collectif à renforcer l'action climatique de la République du Congo, dans un contexte mondial où l'urgence écologique exige des réponses audacieuses et inclusives »*, a déclaré la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Ce processus de révision s'inscrit dans le cadre de progression et de la transparence prônée par l'accord de Paris. Il permettra d'intégrer les nouvelles données scientifiques, les priorités nationales de développement durable et les leçons tirées de la mise en œuvre des précédentes CDN. *« La révision de notre CDN 3.0 n'est pas seulement une formalité : c'est aussi une opportunité de réaffirmer notre leadership diplomatique et d'aligner nos priorités sur l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C , conformément à l'accord de Paris. Le soutien au mécanisme de cet accord, notamment l'adaptation de l'article 6.4 a été saluée par le président Denis Sassou N'Guesso, président de la CCBC »*, a-t-elle rappelé.

La photo souvenir/Adiac

Vers une CDN 2025 ambitieuse et réaliste

La CDN 2025 devrait refléter les efforts accrus du Congo dans l'atténuation des gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts du changement climatique, tout en valorisant les ressources naturelles exceptionnelles du pays, notamment les forêts du Bassin du Congo. L'accent sera mis sur la mobilisation des financements climatiques, le renforcement des capacités nationales, et l'implication effective de toutes les parties prenantes. Rappelons que cet atelier technique est le début d'un processus collaboratif et rigoureux, en vue de doter le pays d'une feuille de route actualisée, cohérente avec les objectifs climatiques mondiaux et les propriétés nationales.

Fortuné Ibara

UE-UA

Bruxelles accueille la troisième réunion des ministres des Affaires étrangères

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA) se sont réunis, le 21 mai, à Bruxelles en Belgique pour faire le point sur les progrès réalisés depuis le sixième sommet UE-UA, en février 2022. Le Congo est représenté par le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE et de l'UA/Adiac

La réunion est coprésidée par Kaja Kallas, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et Tete António, ministre angolais des Relations extérieures, président du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA).

Au cours des travaux, les chefs de la diplomatie de l'Europe et de l'Afrique ont passé en revue les questions de paix et de sécurité, de migration et de développement. Les différents intervenants ont invoqué les conflits en Afrique et en Europe en exposant les causes, les modes de résolution, les implications diverses et les pistes de sortie. L'Afrique a revendiqué sa souveraineté dans la gestion des différends. Elle a donné son opinion sur les pratiques observées et fustigé certains principes jugés inadéquats, inadaptés et, partant, inefficaces.

Le multilatéralisme a été défendu par tous. En termes de chiffres, on note douze missions pour la paix et la sécurité en Afrique avec plus d'un milliard d'euros mis en jeu par l'UE. Avec 40 % de voix aux Nations unies, l'UE et l'UA constituent deux importants centres de gravité pouvant influencer la scène internationale.

La nécessité pour l'Afrique d'obtenir un siège au Conseil de sécurité a été reconnue par les participants. Les assises coïncident avec la célébration des 25 ans du partenariat entre les deux organisations continentales que sont l'Union européenne et l'Union africaine.

Yvette Reine Boro Nzaba

RIFT EST-AFRICAIN

Les chercheurs viennent d'identifier le moteur d'une faille géante

Des chercheurs pourraient pour la première fois avoir apporté la preuve que le rift Est-africain serait lié à la présence d'un super-panache, enraciné à la base du manteau. Des résultats ont été publiés dans la revue Geophysiical Research Letters.

À l'Est de l'Afrique est actuellement en train de se jouer l'une des grandes étapes du cycle tectonique. Le continent est en train de se séparer en deux, un processus nommé « rifting » qui se fait via la formation d'un long fossé d'effondrement : le système de rift Est-africain. Cette succession de vallées spectaculaires court sur 3 500 km, affectant le paysage éthiopien, kényan, ougandais et malawien. Outre les failles qui témoignent d'une importante extension tectonique de la croûte continentale, le rift est également le lieu d'une intense activité volcanique, avec des éruptions régulières.

Les causes encore méconnues de l'ouverture du rift Est-africain

Aujourd'hui, le rift Est-africain fait office de référence pour comprendre comment les continents se déchirent et se séparent. Un processus qui se joue sur Terre depuis des milliards d'années et a sans cesse modifié le paysage terrestre. Pourtant, les causes exactes de la formation de ce rift sont encore mal comprises. Le volcanisme et l'extension tectonique sont-ils produits par des processus « peu profonds » ? Ou sont-ils en lien avec la remontée d'un vaste panache de matériel chaud provenant des profondeurs du manteau terrestre ? Ces deux hypothèses sont actuellement très discutées. Afin d'y voir plus clair, une équipe de chercheurs a donc eu l'idée de s'intéresser à la composition chimique des gaz provenant d'un champ géothermique situé dans la vallée du Rift au Kenya.

Une unique source très profonde alimente le volcanisme de toute la région

L'analyse de haute précision de ces gaz brûlants s'échappant des entrailles de la Terre, et notamment l'étude des isotopes du néon, a premièrement révélé qu'ils provenaient d'une source très profonde dans le manteau. La composition des gaz serait d'ailleurs identique à celle des gaz contenus dans les roches volcaniques remises en mer Rouge (au nord) et au Malawi (au sud). Une signature commune sur une très grande distance qui soutient l'hypothèse de la présence d'un super-panache enraciné à l'interface noyau-manteau. Cette source unique et profonde influencerait l'activité volcanique de toute la région et serait le moteur de la séparation des plaques en cours.

Noël Ndong

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Des écoles à réhabiliter le plus tôt possible

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a fait la ronde de quelques établissements scolaires endommagés par les intempéries à Brazzaville, notamment l'école primaire de Moukondo, Loango Marine et bien d'autres. *« Les candidats aux examens d'Etat qui vont débuter en juin passeront les épreuves dans ces écoles, entre autres »,* **a fait savoir le ministre.**

D'où la nécessité de les réhabiliter le plus tôt possible en tenant compte des dates des différents examens d'Etat. Il convient de rappeler qu'au titre de l'année scolaire 2024-2025, pour le Certificat d'études primaires et élémentaires, l'oral aura lieu du 3 au 4 juin tandis que les épreuves écrites sont prévues le 5 du même mois. Le baccalauréat aura lieu du 17 au 20 juin, le brevet d'études du premier cycle du 15 au 18 juillet.

Les moyens doivent donc être réunis pour réfectionner ces écoles avant que les épreuves de ces examens ne soient lancées. La situation, a précisé le ministre, ne se limite pas à Brazzaville. Dans d'autres localités, les infrastructures sont aussi endommagées, notamment le lycée de Mindouli dans le département du Pool. *« Ces situations imprévues nous amène à améliorer de façon régulière et permanente les infrastructures scolaires pour que les élèves apprennent dans les meilleures conditions »*, a conclu le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire secondaire et de l'Alphabétisation.

Rominique Makaya

Visite des écoles endommagées

TURQUIE

Le Forum international de la famille se tient à Istanbul

Le ministère de la Famille et des Services sociaux de la République de Turquie organise, du 22 au 23 mai, à Istanbul le Forum international de la famille. Le Congo est représenté par la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa.

Le forum est organisé sous le slogan « Notre famille est notre avenir », dans le but de renforcer les politiques axées sur la famille, d'accroître la solidarité sociale et de partager les bonnes pratiques internationales. La rencontre contribuera au renforcement du dialogue international dans le domaine de la « diplomatie familiale » avec la participation des ministres chargés des familles de 26 pays. Dans un document rendu public par l'ambassadeur de Türquie au Congo, Hilmi Ege Turemen, il est mentionné que *« le Forum international de la famille vise à réunir des responsables de haut niveau, des experts et d'autres parties prenantes afin de protéger et de renforcer l'institution familiale et matrimoniale, et de promouvoir la préservation des générations futures et des structures démographiques solides »*. Et de préciser: *« Ce forum vise à contribuer à une meilleure compréhension des défis et des opportunités auxquels sont confrontées les familles et les sociétés, et à créer une plateforme commune pour discuter des moyens de protection, d'autonomisation et de meilleur soutien aux familles dans l'exercice de leur rôle essentiel. De plus, le forum vise à lancer des actions concrètes afin d'établir une position commune sur la protection de l'institution familiale et de ses valeurs au niveau international »*

Le discours d'ouverture du forum sera prononcé par le ministre de la Famille et des Services sociaux, Mahinur Özdemir Gökta . Des thèmes pertinents tels que les menaces mondiales auxquelles est confrontée la structure familiale, les effets de la numérisation sur la famille, les transformations culturelles et les tendances démographiques seront abordés. Les ministres aborderont également les questions mondiales liées à la famille lors de la session ministérielle intitulée « Intégration des politiques axées sur la famille : efforts nationaux et internationaux ». L'événement envisage l'adoption d'une déclaration commune qui devrait être présentée sous forme d'un projet de résolution aux organisations internationales multilatérales, notamment aux Nations unies. La clôture des travaux du forum se tiendra en présence du président Recep Tayyip Erdo an. Son épouse, Emine Erdo an, rencontrera les participants.

Plusieurs activités réalisées en Turquie

Le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdo an, a proclamé 2025 comme année de la famille pour souligner son importance, préserver l'unité et la solidarité au sein de la famille et soutenir la famille dans son ensemble face aux risques existants. Dans ce contexte, des activités destinées à générer des avantages économiques, à accroître la prise de conscience et contribuer au développement socioculturel des familles seront organisées tout au long de l'année, en vue de protéger et renforcer la famille.

Des ateliers pour la Famille et Etudes Qualitatives Basées sur les Ménages (FEQBM) ont été organisés dans 81 départements et plus de 3 000 participants provenant de 1053 institutions et organisations du monde universitaire, de la société civile et des acteurs publics y ont contribué. L'objectif est d'identifier et de résoudre les problèmes sociaux en Turquie et d'assurer la protection, le renforcement et l'accroissement du bien-être social de la famille.

Un projet de soutien aux Jeunes qui envisagent de se marier a été également lancé pour encourager les jeunes à se marier. Un prêt en vue d'un soutien est accordé à ceux dont les demandes sont approuvées. Parallèlement, des services d'éducation et/ou de conseil pré et post-marital sont fournis aux couples par les experts du ministère de la Famille et des Affaires Sociales. Les aides à la naissance et au voyage ont été initiées, ainsi que la Création de l'Institut de la Famille. En outre, les résultats de l'étude qualitative menée auprès de 15 480 ménages ont contribué à l'élaboration du document portant sur la vision et le plan d'action pour la protection et le renforcement de la famille.

Yvette Reine Boro Nzaba

« Ce forum vise à contribuer à une meilleure compréhension des défis et des opportunités auxquels sont confrontées les familles et les sociétés, et à créer une plateforme commune pour discuter des moyens de protection, d'autonomisation et de meilleur soutien aux familles dans l'exercice de leur rôle essentiel. De plus, le forum vise à lancer des actions concrètes afin d'établir une position commune sur la protection de l'institution familiale et de ses valeurs au niveau international .»

ÎLOTS DISPUTÉS

La CIJ donne raison à la Guinée équatoriale au Gabon

La plus haute juridiction de l'ONU s'est prononcée, le 19 mai, sur un contentieux concernant trois îles - Mbanié, Cocotiers et Conga - riches en pétrole et en gaz.

La Cour internationale de justice (CIJ) a donné raison à la Guinée équatoriale dans un litige qui l'oppose au Gabon au sujet de trois îles -Mbanié, Cocotiers et Conga - situées dans des eaux potentiellement riches en pétrole et en gaz. Les deux pays d'Afrique centrale se disputent depuis le début des années 1970 l' île Mbanié - d'une trentaine d'hectares (0,3 km2)- , Cocotiers et Conga, deux îlots de faible altitude pratiquement inhabités, situés à une dizaine de kilomètres de la terre équato-guinéenne la plus proche et à une vingtaine de kilomètres des côtes du Gabon. En 2016, le Gabon et la Guinée équatoriale se sont entendus pour demander une médiation à la CIJ, de trancher ce contentieux territorial qui affecte leurs relations.

Un document original introuvable

En 1900, la France et l'Espagne, deux puissances coloniales, signent à Paris un traité établissant les frontières des deux pays. Selon le Gabon, un traité ultérieur a été signé en 1974, la convention de Bata. Celle-ci lui confère la souveraineté sur les îles. La présidente honoraire de la Cour constitutionnelle du Gabon, Marie-Madeleine Mborantsuo, va revendiquer la validité de la convention de Bata qui, selon elle, *« a résolu l'ensemble des questions de fond »* concernant les frontières. La Guinée équatoriale va affirmer de son côté que le Gabon occupe illégalement les îlots depuis qu'il les a envahis en 1972, et conteste la validité de la convention de Bata. Le vice-ministre équato-guinéen des Mines et des Hydrocarbures, Domingo Mba Esono, se souvient que le Gabon avait brandi ce traité en 2003, prenant de court la Guinée équatoriale, par *« cette supposée convention », « une photocopie non authentifiée »*, qui va pousser Malabo à mettre en doute la légitimité du document et insister pour que le Gabon en présente une version originale.

Les deux pays ont demandé à la CIJ de décider quels textes juridiques sont valides, et non de dire quelle nation détient la souveraineté sur ces îles. Marie-Madeleine Mborantsuo a finalement admis que *« malheureusement, ni l'une ni l'autre des deux parties n'[a] retrouvé l'original du traité de la convention de Bata »*, déplorant que le traité ait été établi lors d'une période précédant l'ère électronique, marquée par une *« mauvaise tenue des archives »*. Pour la CIJ, cette convention *« n'est pas un traité faisant droit »* et *« ne constitue pas un titre juridique »*, et que le titre légal sur les îles était détenu par l'Espagne, qui l'a ensuite transmis à la Guinée équatoriale lorsque celle-ci est devenue indépendante en 1968.

Noël Ndong

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nouvelle plateforme unique plus efficace, plus performante pour une meilleure expérience client.

Brazzaville, le **22 Mai 2025** – Suite aux travaux de fusion du système d'information (BGFIBank Congo & Ex SGC) la Direction Générale de BGFIBank Congo porte à la connaissance de son aimable clientèle qu'un nouveau système d'information unique plus efficace, plus performante est désormais disponible.

La Direction Générale de BGFIBank Congo tient tout particulièrement à remercier sa clientèle pour la patience et la compréhension manifestées pendant cette phase exceptionnelle de transition et les rassurer de l'efficacité et de la performance de la nouvelle plateforme unique mise à disposition pour améliorer l'expérience client.

Nous vous remercions davantage pour votre confiance et sommes persuadés que ce nouveau système d'information apportera de nombreux avantages à l'ensemble de notre clientèle.

A propos de BGFIBank Congo

Avec plus de 400 salariés engagés autour du plan stratégique « BONGWANA », la banque se positionne comme l'interlocuteur privilégié d'une clientèle diversifiée composée de Grandes Entreprises, de PME/PMI à fort potentiel et de Particuliers Hauts de Gamme.

Leader sur le marché congolais avec en moyenne 40% de parts de marché sur les emplois et sur les ressources, BGFIBank Congo affirme ainsi sa capacité à accompagner ses clients dans leurs projets. Filiale du Groupe BGFIBank présent dans 12 pays, BGFIBank Congo est certifiée ISO 9001 version 2015, ALM 30000 et PCI-DSS.

Suivez-nous sur :

Ecoute - Qualité - Client
Tél.: 81 88
Email : eqccongo@bgfi.com
www.groupebgfibank.com

BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

URBANISME

La mairie de Brazzaville présente un programme ambitieux aux partenaires

Le maire de la capitale congolaise, Dieudonné Bantsimba, a séjourné du 10 au 17 mai en Europe où il a présenté aux partenaires bilatéraux et multilatéraux le programme de développement de la ville de Brazzaville qui inclut plusieurs aspects parmi lesquels la culture, l'environnement, la démographie, l'urbanisme, l'agriculture urbaine.

Le maire de Brazzaville lors des échanges à Grenoble en France/DR

Lors de son séjour européen, le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville a participé à la Biennale des villes en transition à Grenoble en France avant d'avoir des entretiens à Genève en Suisse avec les responsables du Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar). *« Nous sommes ici parce que Brazzaville veut s'engager dans la définition d'un ambitieux programme avec l'appui de Culture et Développement qui nous accompagne à cette réunion. Notre programme se veut être réalisé avec l'expertise et la collaboration de différents partenaires. Nous souhaitons que Unitar fasse partie des partenaires qui nous aident à le structurer surtout dans le volet renforcement des capacités au service du développement durable, de la paix et de la gouvernance inclusive »*, a indiqué Dieudonné Bantsimba.

Dénommé « Brazzaville : ville verte, créative et inclusive », ce programme concerne plusieurs domaines, notamment la culture, l'environnement (eau, érosion, ensablement, inondation, assainissement…), la démographie, l'aménagement, l'urbanisme, l'agriculture urbaine. Il prévoit plusieurs axes dont le plus grand sera le climat dans toutes ses composantes. *« Nous sommes convaincus que la réussite de ce programme passe par le développement de la mobilisation des compétences. Convaincus de votre expérience, nous venons solliciter votre accord de principe Mme Michelle Gyles-MC Donnough, directrice de l'Unitar, pour que vous parrainiez ce projet stratégique. Nous allons travailler avec les autres villes africaines pour que cette expérience, une fois réussie, serve de modèle aux autres pays du continent qui connaissent les mêmes problèmes que nous »*, a expliqué le maire de Brazzaville.

De son côté, le responsable du bureau de l'ONU-Habitat à Genève, Graham Alabaster, a salué la vision de la ville de Brazzaville qui, selon lui, intègre la dimension du développement culturel aux côtés des autres enjeux. *« On vit tous une période de défis de financement des enjeux du développement ; des agences et des acteurs sont confrontés à cette problématique. Mais il est sûr qu'avec cette vision forte, la volonté et les compétences des équipes de la ville, ainsi que leurs apports et leurs connaissances au niveau de l'expertise technique et de la mobilisation des ressources ; une fois qu'il y a la volonté, il y a la possibilité de se réunir et de donner vie à ce grand projet »*, a-t-il renchéri.

A Grenoble, en dehors de sa participation à la Biennale des villes en transition, Dieudonné Bantsimba a échangé avec les autorités municipales locales et celles des villes d'Essen en Allemagne et d'Alzira en Espagne. Il a également visité des installations techniques d'eau à Grenoble, ainsi que la salle Belle électrique aux fins de s'inspirer du modèle économique à adopter pour la salle de diffusion artistique et citoyenne en cours de transformation au siège du troisième arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto.

Christian Brice Elion

HYDROCARBURES

La SNPC-Distribution met en service sa 28e station-service

La station-service de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC-Distribution), située à quelques encablures de l'aéroport Maya-Maya, a été inaugurée le 20 mai par le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, en présence notamment du directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga.

L'ambition de la SNPC d'implanter les stations-services modernes et performantes en zone urbaine se matérialise chaque jour qui passe comme en témoigne l'inauguration de la station-service près de l'aéroport Maya-Maya à Brazzaville. Bâtie sur une superficie de 4120m2, cette nouvelle infrastructure est dotée, entre autres, d'un bâtiment commercial, d'un restaurant et d'un compartiment spécifique dédié aux jeux et loisirs.

Selon le directeur général de la SNPC-Distribution, Teddy Christel Sassou N'Guesso, cette station-service va contribuer à atténuer la pénurie de carburant dans la capitale. « Elle témoigne de notre volonté de répondre à la demande croissante en produits pétroliers tout en contribuant au développement économique de notre pays. La lutte contre la pénurie est une priorité absolue. Nous savons à quel point l'indisponibilité des carburants peut perturber la vie quotidienne et l'activité économique », a-t-il indiqué.

Le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a pour sa part salué cette réalisation en soulignant la nécessité de faire en sorte que chaque congolais qui désire utilisé du butane ou d'autres produits puisse l'obtenir dans des conditions viables à un prix abordable. « Nous allons voir arriver les produits nouveaux sur le marché de l'aval pétrolier notamment du gaz naturel liquéfié carburant qui devrait arriver dans les stations-services et devenir un des nouveaux produits proposés au marché local de l'aval pétrolier pour des usagers qui en auront besoin », a-t-il annoncé après la coupure du ruban symbolique.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La BEAC met en circulation une nouvelle gamme de pièces de monnaie « Type 2024 »

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) annonce la mise en circulation, à partir du 2 avril 2025, de sa nouvelle gamme de pièces de monaie "Type 2024" dans les pays membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Cette initiative s'inscrit dans la continuité de la modernisation des moyens de paiement en espèce amorcée le 15 décembre 2022 avec l'introduction de la nouvelle gamme de billets "Type 2020".

La gamme "Type 2024" se compose de neuf (9) dénominations : 1FCFA, 2FCFA, 5FCFA, 10FCFA, 25FCFA, 50 FCFA, 100 FCFA, 200FCFA et 500 FCFA. Elle alllie sécurité renforcée, durabilité environnementale et design distinctif. Les pièces sont fabriquées à partir de métaux résistants et respectueux de l'environnement, et arborent des gravurent spécifiques illustrant l'intégration sous-régionale et l 'émergence des Etats de la CEMAC. Une attention particulière est portée aux thèmes de l'éducation, de la place de la femme dans la société, de l'agriculture moderne et de la protection de la faune et de la flore.

A titre d'innovation, cette nouvelle gamme se caractérise par l'introduction d'une dénomination de 200 FCFA qui prend en compte les besoins évolutifs des consommateurs en offrant une plus grande fléxibilité dans les transactions en espèces. En outre, elle se distingue des gammes précédentes par par la création d'un format spécifique avec des pans pour les pièces de 50 FCFA et de 100 FCFA, qui renforcent leur sécurité contre les usages illicites et facilitent leur identification par rapport aux anciennes gammes.

La BEAC précise que les pièces de la gemme "Type 2024" circuleront conjointement avec les pièces des anciennes gammes actuellement en circulation. Elle invite les populations de la CEMAC à adopter ces nouvelles pièces et à en faire un usage approprié, afin de fluidifier les transaction fiduciaries.

Le Gouverneur,

Yvon SANA BANGUI

RELIGION

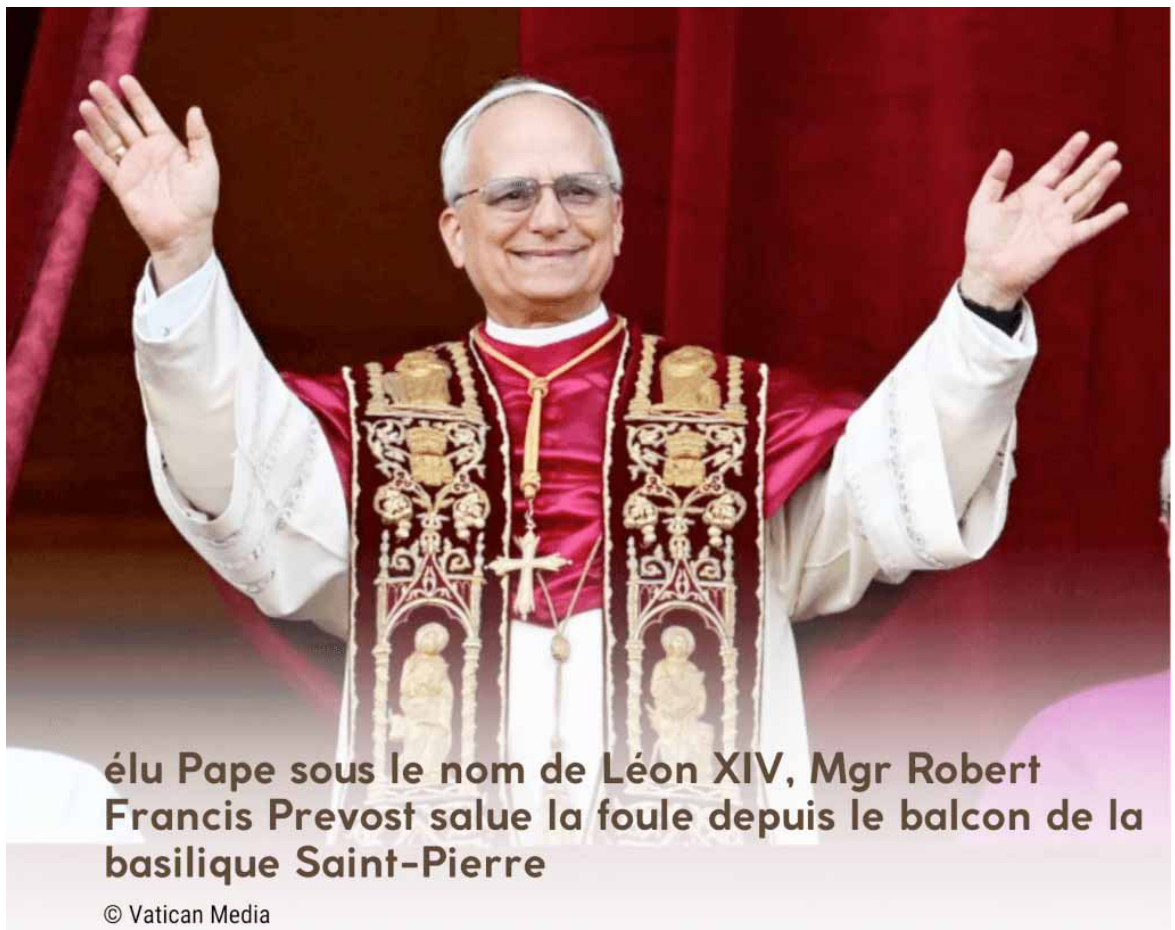
Un pape neuf pour une Eglise neuve ?

Depuis le 19 mai, le gouvernement des affaires de l'Eglise a officiellement changé. Il est passé aux mains du pape Léon IV. Passé le temps des incertitudes et des rituels classiques dans l'Eglise catholique après le décès d'un pontife, le nouveau peut désormais imprimer sa marque, nommer son équipe, reconduire ou ignorer ceux que son prédécesseur a laissés. Fini le temps de l'incertitude autour de son nom, de ses origines, de la marche que le nouveau pape américain souhaite imprimer au plus du milliard de fidèles éparpillés à travers le monde, professant une même foi et obéissant au seul chef basé à Rome.

Les enjeux sont importants pour le nouveau pape. Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique, la première puissance du monde aujourd'hui sans réelle contrepartie en face d'elle, le pape est attendu sur des questions de société qui fondent l'équilibre d'un monde où les chrétiens n'exercent plus qu'une influence limitée. Le Vatican – l'Etat de la Cité du Vatican où réside le souverain pontife – reste certes une destination courue par les personnalités mondiales, mais il l'est plus par prestige que pour son efficacité diplomatique.

On ne dira certes pas que le Vatican, l'Eglise catholique, soient devenus littéralement désarmés devant les crises qui affectent aujourd'hui les cinq continents. Près de chez nous, au Congo-Kinshasa, un conflit meurtrier déchire l'Est du pays. L'Eglise catholique de la République démocratique du Congo, avec les chrétiens évangélistes (les protestants), fait sillonner sa délégation de capitale en capitale, jusqu'à l'Organisation des Nations unies (ONU), pour éteindre l'incendie. Les différents protagonistes reconnaissent le bien-fondé des propositions dont les chrétiens sont porteurs, mais rien n'assure que cette apparente unanimité se maintienne jusqu'à inspirer durablement les acteurs, militaires ou civils, pour tracer la voie de la paix définitive.

Or, une des causes persistantes de cette « guerre mondiale par fragmentation » comme l'appelait le défunt pape François réside dans le renoncement des grandes puissances mondiales. Les Etats-Unis se sont retirés d'une multitude d'organisations mondiales, souvent regroupées au sein de l'ONU, que le nouveau président américain Donald Trump critique pour un supposé parti pris et un gaspillage de l'argent américain. Que peut faire le pape face à un Donald Trump qui semble vouloir détricoter toutes les relations institutionnelles, diplomatiques ou douanières qui liaient le monde jusqu'ici ?



élu Pape sous le nom de Léon XIV, Mgr Robert Francis Prevost salue la foule depuis le balcon de la basilique Saint-Pierre

© Vatican Media

A cela s'ajoutent les défis propres aux églises chrétiennes d'aujourd'hui. Le recul de la foi est un phénomène noté partout. Les deux seuls continents où le nombre de baptêmes et de prêtres ne recule pas sont l'Amérique latine et l'Afrique. L'Amérique latine est en partie le continent du nouveau pape. Il a longtemps œuvré comme missionnaire augustinien au Pérou, et, il est devenu un parfait polyglotte parlant couramment l'espagnol en plus de l'italien, du français et de l'anglais, sa langue maternelle.

Il s'agira pour lui de maintenir, dans une relative union de foi, les églises qui aujourd'hui semblent agitées par la tentation de l'émancipation. Une fracture profonde a failli se créer à cause de la guerre russe en Ukraine. L'Eglise orthodoxe dont les deux pays se réclament n'a pas la même vision de cette guerre que l'Eglise catholique à Rome. D'où un risque de schisme, les chrétiens des deux pays obéissant désormais plus ostensiblement aux patriarcats de Moscou ou de Kiev. Et, de conséquence, la guerre sera vue comme nationale pour les uns, patriotique et de résistance pour les autres. Le pape François a vite fait de renoncer à prendre position, lui qui s'était littéralement attiré une flambée de critiques après avoir appelé les protagonistes à « hisser le drapeau blanc » de la paix !

« Vous êtes en première ligne pour narrer les conflits et les espoirs de paix, les situations d'injustice et de pauvreté, c'est pourquoi je vous demande de choisir avec conscience et courage le chemin d'une communication de paix… »,

Premiers mots de soutien à la presse

Il y a dix jours, le pape a rencontré plus de 3 000 journalistes, hommes et femmes de médias, au Vatican. C'était le premier contact avec la presse. Il a non seulement été sympathique avec eux, mais a donné l'impression de ne pas vouloir « coller aux textes » doctrinaux. Appelant à la libération des journalistes emprisonnés de par le monde, il a affirmé que l'emprisonnement de journalistes est incompatible avec la quête de démocratie. Et aux journalistes, il a rappelé qu'informer c'était raconter les faits avec objectivité : c'est servir la cause de la paix. *« Vous êtes en première ligne pour narrer les conflits et les espoirs de paix, les situations d'injustice et de pauvreté, c'est pourquoi je vous demande de choisir avec conscience et courage le chemin d'une communication de paix… »*, a exhorté le nouveau pape.

Lucien Mpama

CRISE EN RDC

Plusieurs anciens chefs d'Etat africains réunis à Lomé pour la médiation

A l'initiative du président du Conseil du Togo, Faure Gnassingbé, également médiateur de l'Uion africaine (UA) dans la crise en cours dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), une réunion avec le panel des facilitateurs s'est tenue samedi à Lomé, d'après un communiqué de la présidence du Conseil du Togo.

La réunion s'inscrivait dans le cadre des «efforts visant à rétablir la paix et la stabilité» dans l'Est de la RDC et à *«promouvoir des relations de bon voisinage, pacifiques et constructives entre la RDC et la République du Rwanda»*, précise le communiqué. Le panel des facilitateurs est composé des anciens présidents Uhuru Kenyatta du Kenya, Olusegun Obasanjo du Nigeria, Mokgweetsi Masisi du Botswana, Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine, ainsi que Sahle-Work Zewde de l'Ethiopie.

La réunion a été l'occasion pour Faure Gnassingbé de faire part au panel de la contribution attendue des facilitateurs dans le cadre de la médiation de l'UA, selon la même source. Le document rappelle que le médiateur et le panel des facilitateurs ont insisté sur la *«nécessité d'articuler de manière cohérente les actions des facilitateurs et celles du médiateur dans un cadre intégré»*. La même source ajoute qu'ils ont également mis en avant l'importance d'une collaboration renforcée avec les organisations régionales, notamment la Communauté de l'Afrique de l'Est et la Communauté de développement de l'Afrique australe, ainsi qu'avec des partenaires internationaux tels que le Qatar et les Etats-Unis.

Xinhua

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE CLASSIQUE

AFRICAINE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture

HORAIRES D'OUVERTURE

Du lundi au vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H

Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

MUSIQUE CHRÉTIENNE

Raïssa Bedo sort un nouveau single

Intitulé « Saint Esprit », le single de Raissa Bedo est disponible depuis le 10 mai sur toutes les plateformes de téléchargement légal.

Conductrice de louange et adoration, Raïssa Bedo dans ce single implore le Saint-Esprit à guider nos pas. C'est lui qui éclaire notre chemin en tout temps et nous permet de prendre de bonnes décisions et des initiatives avantageuses pour notre existence.

Auteure-compositrice et interprète de musique gospel originaire du Congo-Brazzaville, Raissa Bedo a commencé à chanter au sein de l'Eglise évangélique du Congo à Pointe-Noire dès l'âge de 8 ans. Passionnée de musique et dévouée à servir Jésus-Christ par la chanson, elle a, tour à tour, évolué dans divers groupes tels que la chorale «Arche de Noé», «Nous sommes familles», «Univers Adonai», «Shekinah's Voice» où par son talent elle a été promue chef de chœur. Le passage dans ces différents groupes de gospel a permis à la chantre d'acquérir de l'expérience et de s'affirmer par le talent et ses qualités

C'est en 2019 qu'elle a lancé véritablement sa carrière artistique en créant le groupe «La révélation des aigles», un ensemble musical où l'on retrouve des jeunes épris d'amour pour le Christ et ayant pour vision de répandre l'évangile par des cantiques et des chants inspirés.

Altruiste et soucieuse de partager son talent, elle a collaboré au niveau de la France avec Depaul Mulaja et Prudel Bouks, ainsi que David Ize à Brazzaville sans oublier les artistes comme Sylvain Kashila et Medy Medley.

Forte de toute cette expérience accumulée des années durant, Raïssa Bedo a l'ambition de faire le tour du monde afin de répandre l'évangile à travers sa voix. Elle compte pour cela sur l'Agence Noblesse communication que dirige Brel Nguimbi qui ne cesse de l'accompagner dans la promotion communicationnelle de ses œuvres.

Hervé Brice Mampouya

Ambassade des Etats-Unis d'Amérique
Brazzaville, République du Congo

Le 12/05/2025

Vente publique organisée par l'Ambassade des États-Unis à Brazzaville

---

L'Ambassade des États-Unis à Brazzaville annonce une vente aux enchères en ligne qui se tiendra du **27 au 30 MAI 2025** via une plateforme sécurisée : online-auction.state.gov.

Biens mis en vente:

- Meubles de maison et de bureau
- Appareils électroménagers
- Outils informatiques et accessoires de bureau
- Équipements de stockage et tables de bureau
- Matériaux de construction
- Mobilier de jardin (tables et chaises)

Calendrier:

- **Visite physique des lots :** du 27 **au 28 MAI 2025**
- **Vente aux enchères en ligne :** du **27 au 30 MAI 2025**
- **Paiement des lots :** du **02 – 03 JUIN à partir de 13h** 00

Modalités :

- Une pièce d'identité valide est requise pour le paiement et le retrait des articles.
- Les paiements doivent être effectués en espèces (FCFA uniquement) auprès du représentant de l'ambassade.
- Les acquéreurs sont responsables de l'organisation du transport et de la manutention pour le retrait des articles.

Contact :
Pour toute question, veuillez envoyer un courriel à **Brazzavilleauction@state.gov**.

GROUPEMENT INTERBANCAIRE MONETIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (GIMAC)
APPEL D'OFFRE POUR L'ACQUISITION D'UNE SOLUTION HCI ET DE SUVEGARDE POUR LA MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU GIMAC
Référence N°002/GIMAC/DG/2025

Le Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Central (GIMAC) lance un appel d'offre pour l'acquisition d'une solution HCI et de sauvegarde pour la modernisation de l'infrastructure du GIMAC.

Retrait du dossier d'appel d'offres
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au GIMAC annexe de Bastos derrière l'Ambassade de Chine à Yaoundé aux jours et heures ouvrables sur présentation du reçu de paiement de la somme de deux cent cinquante mille (250 000) FCFA soit trois cent quatre-vingt et un (381) Euro sur le compte ci-dessous :

Compte BICEC : RIB 10001 06860 515832600001 -26

Réponse aux questions des soumissionnaires
Pour toute demande d'informations complémentaires, merci de nous contacter aux
adresses ci-dessous :
Naito.nadjita@gimac-afr.org;
anthony.tabangoli@gimac-afr.org;
en copie armand.lambartides@gimac-afr.org

Réception des dossiers
Les offres doivent être déposées sous plis fermé en cinq (05) exemplaires, une (01) copie originale et une (01) copie numérique sur support magnétique au Siège du GIMAC sise aux Services Centraux de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale au plus tard le 15 juin 2025 à 16 heures (GMT+1) .

L'enveloppe doit porter la mention :
Référence N°002/GIMAC/DG/2025

NADJITA M'BAIREBE Naito
Le Chef de Département Administratif

Guy Noël LONDONGO
Le Directeur Général Adjoint et Financier

GROUPEMENT INTERBANCAIRE MONETIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (GIMAC)
APPEL D'OFFRE POUR L'ACQUISITION D'UNE INFRASTRUCTURE ORACLE ODA-HA ET SERVICES ASSOCIES
Référence N°003/GIMAC/DG/2025

Le Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Central (GIMAC) lance un appel d'offre pour l'acquisition d'une infrastructure ORACLE ODA-HA et services associés.

Retrait du dossier d'appel d'offres
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au GIMAC annexe de Bastos derrière
l'Ambassade de Chine à Yaoundé aux jours et heures ouvrables sur présentation du reçu de paiement de la somme de deux cent cinquante mille (250 000) FCFA soit trois cent quatre-vingt et un (381) Euro sur le compte ci-dessous :

Compte BICEC : RIB 10001 06860 515832600001 -26

Réponse aux questions des soumissionnaires
Pour toute demande d'informations complémentaires, merci de nous contacter aux adresses ci-dessous :

Naito.nadjita@gimac-afr.org;
anthony.tabangoli@gimac-afr.org;
en copie armand.lambartides@gimac-afr.org

Réception des dossiers
Les offres doivent être déposées sous plis fermé en cinq (05) exemplaires, une (01) copie
originale et une (01) copie numérique sur support magnétique au Siège du GIMAC sise aux Services Centraux de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale au plus tard le 15 juin 2025 à 16 heures (GMT+1) .

L'enveloppe doit porter la mention :
Référence N°003/GIMAC/DG/2025

NADJITA M'BAIREBE Naito
Le Chef de Département Administratif

Guy Noël LONDONGO
Le Directeur Général Adjoint et Financier

FÉCOFOOT

Les clubs de la Ligue 2 zone A s'expriment

Après les clubs de la Ligue 1, la Fédération congolaise de football (Fécofoot) a enchaîné, le 20 mai, en écoutant les équipes de la Ligue 2 de la zone A (Brazzaville).

La série des rencontres de la Fécofoot avec les clubs prend tout son sens, car la relance des compétitions est une préoccupation qui lui tient à cœur. Les clubs de Ligue 2 de la Zone A ont donné leur avis sur la question qui leur a été posée, celle de savoir comment rattraper le temps perdu, évoquant clairement leurs difficultés après les huit mois passés sans jouer. Ils ont écarté l'hypothèse de poursuivre la compétition dans sa phase des play- offs, proposant, par ailleurs, que les deux premières équipes de la zone accèdent en Ligue 1 la saison prochaine et qu'aucune équipe ne descende.

Le dernier mot revient au Comité exécutif d'étudier la possibilité lors de la prochaine réunion. La rencontre à Pointe-Noire avec les clubs de la Ligue 2 zone B s'annonce très déterminante dans la mesure où si cette zone adopte la même démarche, le championnat national Ligue 1 pourrait passer de quatorze à dix-huit équipes.

Une vue des représentants/Adiac

L'augmentation volontaire du nombre des équipes est un casse-tête car elle est anti-statutaire. Les statuts de la Fécofoot précisent que seules quatorze équipes de Ligue 1 ont droit au vote. Dans ces conditions, comment faire en cas d'augmentation ? *« C'est une situation qui se présente à nous. Le Comité exécutif va décider au moment venu. Règlementairement, il n'est pas prévu de faire monter deux équipes par zone. C'est une équipe pour les deux zones »*, a expliqué le président de la Fécofoot. Même si à situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle, il y a lieu de reconnaître que l'augmentation du nombre posera les problèmes statutaires car au cours de l'assemblée générale élective, il n'y a que quatorze clubs qui ont droit au vote et quelle sera la place des quatre autres ? *« L'année prochaine est électorale et vous ne pouvez pas prendre l'engagement de passer de quatorze à dix-huit équipes, car les statuts ne reconnaissent que quatorze. Je vais demander la conduite à tenir à la Fifa »*, a conclu Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot. La proposition des clubs de Ligue 2 de la zone A est donc loin d'être actée.

James Golden Eloué

Le football féminin a donné son avis

Les dirigeants de football féminin ont donné leur point de vue sur la relance des compétitions, le 21 mai, lors de leur discussion avec la Fédération congolaise de football (Fécofoot) à son siège.

Les critères de sélection de l'équipe qui représentera le Congo au Tournoi de l'Union des Fédérations de Football d'Afrique centrale (Uniffac), qualificatif à la prochaine Ligue des champions féminine, ont été au cœur des préoccupations. Les clubs de football féminin ont fait la proposition selon laquelle les quatre premières équipes du Championnat, qui s'est arrêté à la 5e journée à cause de la crise à la Fécofoot, disputent les demi-finales en aller –retour dans un terrain loin de Brazzaville et Pointe-Noire.

Le classement réactualisé au terme des deux matches retard de la 5e journée à reprogrammer dès le début du mois de juin permettra de déterminer les équipes participatives à cette manche décisive dont le vainqueur sera qualifié pour le tournoi de l'Uniffac. L'organisation de la Coupe du Congo lui permettra de mieux se préparer à la compétition prévue après le 15 août par l'Uniffac *« On verra la formule qui convient et nous allons nous prononcer avec la Ligue nationale de football féminin. Ce qui est vrai nous devons mettre toutes les équipes au même niveau »*, a précisé Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot, sur l'urgence de jouer les deux matches remis de la 5e journée du Championnat national de football féminin pour déterminer les quatre meilleures.

Une vue des dirigeants du football féminin

La rencontre s'est terminée dans une ambiance conviviale confirmant l'excellence des relations que la Fécofoot entretient avec les dirigeants du football féminin. *« C'est le football congolais qui a gagné »*, a insisté Jean Guy Blaise Mayolas dans ses interventions. Après Brazzaville, la Fécofoot va s'entretenir le vendredi avec les dirigeants des clubs de la Ligue 2 zone B.

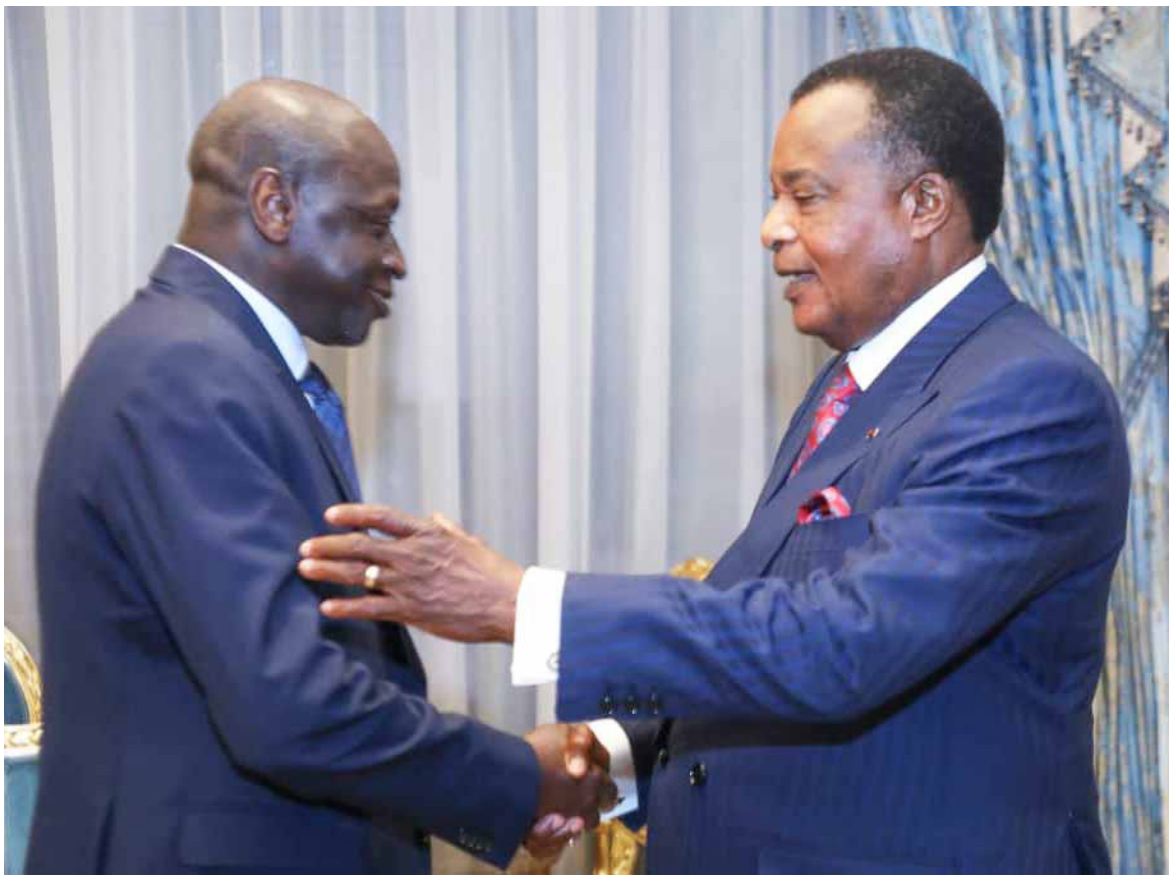
J.G.E.

« On verra la formule qui convient et nous allons nous prononcer avec la Ligue nationale de football féminin. Ce qui est vrai nous devons mettre toutes les équipes au même niveau »

CONGO-BANQUE MONDIALE

Denis Sassou N'Guesso reçoit Ousmane Diagana

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu en audience le 21 mai à Brazzaville le vice-président de la Banque mondiale (BM) pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, Ousmane Diagana.



Ousmane Diagana saluant le président Denis Sassou N'Guesso/DR

« Nous avons un partenariat qui a évolué au fil du temps. Nous avons commencé à faire des projets avec le Congo en 1967 et à l'époque la première opération n'était que de 30 millions de dollars. Aujourd'hui, nous avons plus de deux milliards de dollars d'engagement au niveau du Congo. Mais c'était l'occasion de dire comment nous soutenons la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2022-2026) du Congo qui est en train d'être finalisé en 2026, où nous avons augmenté significativement nos programmes dans le secteur de l'énergie, de l'éducation et dans l'agriculture », a expliqué Ousmane Diagana au sortir de son entretien avec le président.

Au cours de l'entrevue, un tour d'horizon sur la situation du portefeuille de ladite institution financière au Congo et les enjeux du dialogue public privé dans les secteurs à fort potentiel de croissance et de développement économique du Congo a également été fait.

Présent à cette rencontre, Ethiopis Tafara a saisi l'opportunité de parler de la stratégie que mène la Société financière internationale (IFC) pour compter les écarts de financement dans le monde. *« L'audience avec le président congolais a surtout été pour moi l'opportunité de parler de la stratégie que nous sommes en train de monter à la Société financière internationale (IFC) pour compter les écarts de financement pour le développement qui existe dans le monde en mobilisant des investisseurs privés et le capital privé. C'est surtout une stratégie focalisée sur la création d'emplois »*, a-t-il dit.

Avant d'être reçu par Denis Sassou N'Guesso, rappelons-le, le vice-président de la BM pour l'Afrique de l'Ouest et du centre a assisté à l'inauguration du nouveau siège de la BM au Congo. Ce bâtiment est, sans nul doute un aboutissement majeur de la coopération entre le Groupe de la BM et la République du Congo.

Gloria Imelda Lossele

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Cinq candidats en lice pour la présidence

Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire accueille, du 26 au 30 mai, les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) convoquées sur le thème « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement »,

Ces Assemblées réuniront plus de 6 000 délégués, parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernements africains, les ministres des Finances, les gouverneurs de banque centrale, des partenaires au développement, des représentants du secteur privé, des responsables de la société civile, des universitaires, des groupes de réflexion et des leaders d'opinion, des ONG, et d'autres parties prenantes.

Le thème choisi reflète, selon le Groupe de la Banque africaine de développement, la volonté de cette Institution de continuer à renforcer sa collaboration avec les pays membres régionaux. Un renforcement qui passe par l'identification des opportunités et la mise en œuvre de politiques spécifiques pour faire du capital de l'Afrique, qu'il soit humain, naturel, financier ou commercial, le principal moteur de la transformation structurelle du continent et de la transition vers des économies plus inclusives, plus vertes et plus résilientes au cours des prochaines décennies.

Le siège de la BAD à Abidjan/DR

Pour la BAD, il s'agit d'une stratégie qui doit permettre de tirer parti des flux de capitaux externes provenant de partenariats.

L'un des temps forts de ces assises sera l'élection du successeur du président actuel de cette institution financière panafricaine, le Dr. Akinwumi A. Adesina, dont le second mandat arrive à son terme. Cinq candidats sont en lice pour la présidence. Il s'agit notamment du Sénégalais Amadou Hott, du Zambien Samuel Munzele Maimbo, du Mauritanien Tah Sidi Oul, du Tchadien Abbas Mahamat Tolli et de la Sud-africaine Bajabuilile Swazi Tshabalala.

Par ailleurs, comme à chaque édition, le Groupe de la Banque africaine de développement dévoilera à l'issue de ces Assemblées son Rapport annuel sur l'efficacité du développement et ses Perspectives économiques en Afrique pour 2025.

Ce rapport fournit aux décideurs, aux universitaires et autres parties prenantes, une analyse complète et des prévisions de performance économique des pays africains.

Guy-Gervais Kitina